

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

AOUT-SEPTEMBRE 1966.

TOUR D'HORIZON

Pour attaquer du bon pied l'année sociale, rien de tel qu'un bref bilan du monde où nous vivons. Mais comme une telle tâche dépasserait largement les limites de ce bulletin, contentons-nous de reproduire pêle-mêle quelques informations tirées de la presse des deux derniers mois.

Quand il n'y en a plus....

Tout d'abord, une bonne nouvelle. Contrairement à ce que l'on pouvait croire, les actionnaires des Chantiers navals de la Seyne ne seront pas réduits à la coupe populaire. D'après M. BERRE, nouveau directeur général, la situation des chantiers est florissante, les commandes en cours assurent deux ans de travail, et l'on envisage déjà d'augmenter l'embauche.

Il n'est pas précisé si de ce fait les ouvriers licenciés il y a quelques mois pour manque de commandes retrouveront du travail. Espérons en tout cas qu'ils songeront à remercier les dirigeants éclairés qui les ont fait marcher interminablement dans les rues de Toulon au lieu de les informer de la situation réelle des chantiers - qu'ils devaient connaître, n'est-ce pas? ou alors à quoi ça sert de siéger au Comité d'entreprise?

Avis aux amateurs.

C'est une mésaventure un peu analogue qui vient d'atteindre certains travailleurs anglais. Ayant accepté récemment des accords d'entreprise qui prévoyaient une augmentation des salaires en échange de concessions ouvrières sur les cadences et les conditions de travail, ils ont eu la surprise d'apprendre que les avantages obtenus avaient été annulés d'un trait de plume par le gouvernement, qui vient de décréter le blocage complet des salaires. Mais comme la productivité, elle, n'est pas bloquée, les clauses qui permettent d'intensifier l'exploitation des travailleurs restent en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

Prix à débattre.

Telle étant la moralité d'un gouvernement travailliste, que peut-on attendre de bon d'un gouvernement gaulliste? KRASUCKI, secrétaire confédéral

Comité d'usine en Italie .

La grève que nous allons décrire est assez ancienne puisqu'elle a eu lieu en 1965. De plus, elle n'a concerné qu'un nombre relativement limité d'ouvriers. Enfin, elle s'est déroulée assez loin des entreprises où nous diffusons le présent bulletin puisqu'elle a eu lieu dans la région de BIELLA, à quelques dizaines de kilomètres de TURIN, dans le nord de l'Italie.

Pourtant, cette lutte mérite d'être racontée car elle répond concrètement à ceux qui nous disent souvent: les nouvelles formes d'organisation que vous proposez sont utopiques; ou bien: elles existeront peut-être un jour mais alors ce sera la révolution; ou encore: vos idées sont des rêveries d'intellectuels.

Notre récit est tiré de documents que nous ont fait parvenir un groupe de militants du P.S.I.U.P. (section de Biella), parti socialiste de gauche italien. Un sympathisant de ce groupe nous a donné oralement quelques précisions.

L'origine de la grève.

BIELLA est la capitale de l'industrie lainière. Les usines textiles de cette région ont longtemps été des boîtes petites ou moyennes, gérées d'une façon familiale. Depuis quelques années, une forte concentration s'est produite.

Avant 1965, les travailleurs de la laine ont mené des grèves assez nombreuses et surtout longues mais qui n'ont pas débordé le syndicat dirigeant: la F.I.O.T., organisation du textile de la C.G.T. italienne.

La dernière de ces luttes traditionnelles avait eu lieu pendant l'été 1964 à l'occasion du renouvellement de la convention collective. Mais le vrai combat devait commencer après la signature de cette convention.

Dès septembre 1964, le patronat, qui estime avoir les mains libres, entreprend d'accélérer la "rationalisation". Il s'agit de procéder à des licenciements et d'imposer à ceux qui restent des conditions de travail, et notamment des cadences, beaucoup plus dures.

L'opération commence dans l'entreprise où l'organisation ouvrière est traditionnellement la plus faible. 410 licenciements sont annoncés. Cette mesure ne rencontre aucune résistance.

Dans une autre boîte, 60 licenciements sont prévus. Les travailleurs occupent l'usine pendant une semaine. La F.I.O.T. lance un ordre de grève de 24 heures dans la région. Les licenciements ont lieu sans grand dommage pour les patrons. Ils s'attaquent alors à un troisième établissement.

La grève à la BOTTO ALBINO.

La BOTTO ALBINO, connue dans le pâtois local sous le nom de "Grand Moulin" et qui emploie 1.000 ouvriers, est une entreprise très moderne. Elle est liée à des groupes chimiques importants et une grande partie de sa production est absorbée par la FIAT.

En avril 1965, 52 licenciements sont annoncés au tissage. Les ouvriers

commencent une série de grèves tournantes qui durent 15 jours. Cette forme de lutte avait été utilisée avec succès pendant l'été 1961 contre l'introduction du double métier à tisser; les travailleurs avaient obtenu le droit de l'accepter ou de le refuser.

Dès que les noms des licenciés sont connus, l'usine est occupée et les ouvriers élisent un comité de lutte.

Le comité d'usine.

Ce comité a été constitué dès la première assemblée générale. Les grévistes vont alors avoir deux organes: l'assemblée ouvrière, rassemblant 1.000 membres, qui se réunit généralement une fois par jour et le comité d'usine, composé d'une quarantaine de membres, qui se réunit en principe 2 fois par jour.

Il semble que la décision de former un comité soit apparue spontanément de la nécessité pratique d'assurer des tours de présence dans l'usine, de rassembler des fonds, de prévoir le ravitaillement... En un mot, comme le disent les camarades italiens, de gérer l'occupation.

Formé pour résoudre des problèmes concrets, le comité d'usine prend très vite la direction politique de la grève et va s'opposer plusieurs fois aux bureaucraties syndicales extérieures à l'usine.

Le comité est d'autant plus apte à jouer ce rôle qu'il est composé d'ouvriers de chaque atelier, les uns non-syndiqués, la majorité étant toutefois composée d'adhérents aux 3 syndicats: F.I.O.T. déjà citée, C.I.S.L. de tendance démocrate-chrétienne, U.I.L. de tendance social-démocrate.

Mais, comme l'écrivent très bien les camarades italiens: " La grande force du comité réside dans le fait qu'il n'est pas l'addition des représentants des organisations syndicales, qu'il n'en reproduit pas les divisions mais qu'il est l'unité des avant-gardes exprimées par chaque atelier de l'usine et profondément liées à la condition de tous les travailleurs. C'est pourquoi le comité d'usine est l'unification de la volonté instinctive de tous les ouvriers et le centre moteur d'une force consciente, d'une volonté organisée qui se transmet à tous ".

Et les camarades donnent ces intéressantes précisions: " Il est à peu près impossible de rendre l'état de tension croissante, d'activité organisationnelle fébrile du comité, l'état permanent de mobilisation ouvrière...."

Les ouvriers de la BOTTO ALBINO ne se laissent d'ailleurs pas enfermer dans les limites de leur entreprise. Ils envoient des délégations massives dans les autres usines, font connaître leur mouvement aux élèves de l'Institut Technique de Biella qui forme les techniciens du textile, organisent des manifestations dans les villes et les vallées avoisinantes.

L'action la plus spectaculaire consistera à se rendre au petit matin dans une usine distante de 20 kilomètres, d'y pénétrer, de rassembler les ouvriers dans la cour intérieure et d'y tenir une assemblée. Ce qui n'empêchera pas les ouvriers de la Botto Albino d'organiser, l'après-midi du même jour, une manifestation dans une petite ville (Vercelli).

Mais la bourgeoisie est décidée à réagir. Dans la nuit qui suit ces événements, 700 policiers sur pied de guerre attaquent les ouvriers de la Botto Albino et arrivent à les chasser de l'usine.

La fin du mouvement.

La lutte se poursuit encore 10 jours. Les ouvriers en grève restent nuit et jour devant les portes de l'établissement.

S'inquiétant de la résistance des travailleurs, le Ministre du Travail réunit patrons et dirigeants des Fédérations syndicales à Rome. Un accord est élaboré qui prévoit la suspension des licenciements pendant 4 mois, la réduction du nombre des licenciés de 52 à 40 et une vague promesse de ne pas procéder à de nouvelles attributions de machines.

Le comité d'usine, dont le mot d'ordre a toujours été "tout ou rien", transmet démocratiquement les propositions patronales à l'assemblée. Celle-ci les rejette résolument.

Devant la détermination des ouvriers, les dirigeants syndicaux n'osent pas signer l'accord mais ils réussissent à isoler les travailleurs de la Botto Albino et à empêcher toute extension de la grève.

Au 43ème jour de lutte, la direction régionale de la FIOT propose une vague action de solidarité. Les ouvriers de la Botto Albino s'y opposent et demandent aux ouvriers de toute la région de BIELLA de lutter exclusivement pour les problèmes de chaque usine et pas pour une seule journée mais pour plusieurs jours.

Ils précisent que si une telle action n'est pas possible, ils préfèrent rentrer dans l'usine pendant que leur organisation est intacte, pour relancer la lutte de l'intérieur.

Le 26 mai, les ouvriers rentrent dans l'usine précédés du drapeau rouge.

Les grévistes ont donc repris le travail sans avoir rien obtenu. Mais en luttant avec énergie et détermination, les ouvriers de la Botto Albino ont fait peur aux patrons. Si, dans les mois qui ont suivi, les conditions de travail des ouvriers de BIELLA se sont un peu moins aggravées que prévu, c'est grâce à cette action.

:
: " LUTTE DE CLASSE " est distribué tous les mois à la porte de l'u- :
: sine, mais tu ne le reçois pas toujours, vu les changements d'é- :
: quipe ou d'horaire. :
: Pour le recevoir régulièrement par la poste (gratuitement) remplis :
: les rubriques ci-dessous, et renvoie cette feuille à l'adresse in- :
: diquée au dos. :
: Envoie-nous également l'adresse d'autres travailleurs qui seraient :
: intéressés. :
: NOM (en lettres d'imprimerie) : :
: ADRESSE : :
: :
: Notre but est de permettre aux travailleurs, non seulement de s'in- :
: former, mais de faire entendre leur voix. " LUTTE DE CLASSE " est :
: à ta disposition pour donner ton avis, ou publier des nouvelles de :
: ton entreprise. :
: :
:-----

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique par les travailleurs qu'elle concerne ;
- que là où une tâche doit être confiée à des délégués, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**